

Histoire

# L'ALLIANCE INCERTAINE : PIERRE MAUROY ET FRANÇOIS MITTERRAND FACE À LA RÉNOVATION DE LA GAUCHE

Anne-Laure Ollivier

02/06/2016

**Dans une première partie de la journée d'études "Pierre Mauroy et François Mitterrand, une longue histoire (1965-2013)" organisée le 19 juin 2015 à Lille et consacrée aux années de la conquête du pouvoir (1965-1981), Anne-Laure Ollivier revient sur la période précédant le congrès du Parti socialiste de 1971.**

À lire Pierre Mauroy, sa rencontre avec François Mitterrand à l'automne 1965 fut une révélation. Au cours d'un voyage en train entre Lille et Paris, le candidat de la gauche à l'élection présidentielle lui serait apparu comme « l'homme du destin ». Et de conclure : « Le pacte était scellé. Nous avancerions ensemble dans la même direction. » On sait la séduction que François Mitterrand exerçait sur ses interlocuteurs. Sans doute le jeune responsable de la vieille SFIO qu'était Pierre Mauroy fut-il fasciné par cet homme insaisissable à la carrière déjà longue. On ne saurait pourtant céder à une lecture rétrospective de l'histoire qui, dès 1965, ferait de François Mitterrand l'homme providentiel de la gauche, et de Pierre Mauroy son allié indéfectible. Les archives dont nous disposons suggèrent au contraire que l'alliance des deux hommes et leur victoire au congrès d'Épinay de 1971 n'étaient pas jouées d'avance, tant s'en faut. Comprendre les circonstances et les motivations de leur rapprochement impose par conséquent de s'intéresser aux six années qui séparent leur rencontre du congrès fondateur du Parti socialiste.

Durant cette période, les relations entre François Mitterrand et Pierre Mauroy furent placées sous le signe de la rénovation et de l'unification de la « gauche non communiste » – selon l'expression alors en vigueur. Le défi n'était pas mince : il s'agissait d'adapter la gauche socialiste aux institutions de la V<sup>e</sup> République et de forger un parti moderne, capable de porter au pouvoir un candidat socialiste à l'élection présidentielle. Et ce, alors que la guerre d'Algérie et le retour du général de Gaulle au pouvoir avaient profondément divisé la famille socialiste, laissant une SFIO moribonde incarner la trahison des idéaux socialistes et les compromissions du pouvoir. Ce défi, François Mitterrand comme Pierre Mauroy entendirent le relever, désireux qu'ils étaient de porter la

gauche au pouvoir sous la V<sup>e</sup> République. Pour autant, dans ce combat pour la rénovation de la gauche, les deux hommes ne furent pas toujours alliés.

Il faut dire que ces deux représentants de la gauche non communiste n'appartenaient pas à la même formation politique. Ancien président de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance sous la IV<sup>e</sup> République, François Mitterrand avait tenté différentes formules avant de fonder un club en 1964, la Convention des institutions républicaines (CIR). Si l'auteur du *Coup d'État permanent* n'avait eu de cesse de dénoncer la pratique gaullienne des institutions, il s'était précocement rallié au principe de l'élection présidentielle au suffrage universel et ne cachait pas sa volonté d'accéder au pouvoir. Pour la SFIO, dont Pierre Mauroy était l'une des valeurs montantes, il n'était pas socialiste : non seulement il n'appartenait pas à la SFIO, mais son socialisme était à maints égards suspect.

Or, l'un des enjeux de la rénovation du Parti socialiste résidait dans la question du leadership : qui de la CIR ou de la SFIO l'emporterait ? Quel homme dirigerait la nouvelle formation ? François Mitterrand et Pierre Mauroy n'apportèrent pas, semble-t-il, les mêmes réponses. Les deux hommes livraient un même combat pour la rénovation du Parti socialiste, mais avec des objectifs et des ambitions propres. Celles de François Mitterrand étaient connues : une victoire à l'élection présidentielle lui paraissait – à raison – impossible sans le contrôle et le soutien d'un parti moderne. Les ambitions de Pierre Mauroy étaient moins claires, mais il est permis de penser que le dauphin de Guy Mollet envisageait de diriger le nouveau parti.

Ainsi, non seulement les deux hommes ne furent en rien des alliés prédestinés, mais leurs relations ne furent pas véritablement paisibles. À l'image des rapports entre les formations de la gauche socialiste, elles connurent trois phases : le temps (heureux ?) de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) ; la rupture et l'affrontement après Mai 1968 ; les retrouvailles, enfin, à partir de 1969, scellées par un mariage de raison.

## **Les jours heureux ? François Mitterrand, Pierre Mauroy et la FGDS (1965-1968)**

Les deux hommes qui firent connaissance à l'occasion de la campagne présidentielle de 1965 ne jouissaient assurément pas de la même stature. François Mitterrand était le candidat de la gauche (communistes compris) à l'élection présidentielle de décembre, la première du genre sous la V<sup>e</sup> République. Pierre Mauroy était chargé d'organiser sa campagne dans le Nord. Le premier était, sans conteste, l'un des leaders de l'opposition au gaullisme, une place que l'élection conforta : il est

l'homme qui mit en ballottage le général de Gaulle. Le second, de douze ans son cadet, était certes une valeur montante de la « vieille maison » socialiste ; mais il ne pouvait se prévaloir de la (longue) expérience ministérielle de François Mitterrand et faisait figure, peu ou prou, d'homme d'appareil. Longtemps responsable des Jeunesses socialistes, président de la Fédération Léo-Lagrange, Pierre Mauroy siégeait au comité directeur de la SFIO dont il devint, en décembre 1965, le quatrième secrétaire général adjoint.

Dans ces conditions, il constitua dès 1965 l'un des principaux soutiens de François Mitterrand au sein de la SFIO, comme il se plaît à l'évoquer dans ses Mémoires. Nul doute qu'il était intéressant pour le président de la CIR, en butte à la suspicion de maints responsables de la SFIO, de compter l'un des dirigeants de la « vieille maison » parmi ses soutiens – ou, à tout le moins, parmi ceux qui ne lui étaient pas hostiles. Pour moribonde qu'elle fût, la SFIO revendiquait encore quelque 80 000 adhérents (contre 3 000 environ à la CIR en 1965) et un dense réseau d'élus locaux : de quoi aiguïser des appétits. Pierre Mauroy présentait en outre l'avantage d'incarner l'avenir – du fait de sa jeunesse – tout en étant l'héritier d'un passé prestigieux : ce socialisme du Nord, de Bracke à Augustin Laurent en passant par Roger Salengro, rappelait à tous les heures à la fois tragiques et glorieuses du combat ouvrier, et suscitait le respect. En ce sens, le soutien de Pierre Mauroy était un gage de légitimité socialiste ô combien précieux pour un François Mitterrand dont c'est peu dire qu'il n'était pas né socialiste. N'anticipons pas cependant : en 1965, Pierre Mauroy n'avait pas la stature et le poids politique au sein de la SFIO qu'il aurait quatre ans plus tard.

Jusqu'à quel point, d'ailleurs, lui apporta-t-il son soutien ? La question implique d'examiner où Pierre Mauroy se situait dans une SFIO de plus en plus divisée et quelles étaient ses vues en matière de modernisation du parti. Il trouva en François Mitterrand l'homme qui incarnait « à la fois l'alliance à gauche et la modernité » à l'heure où la SFIO se divisait (toujours selon ses dires) entre partisans de l'union de la gauche – la majorité, derrière le secrétaire général Guy Mollet –, personnalités réticentes à rénover la « vieille maison » et guère désireuses de retrouver le pouvoir, et tenants de la modernisation – la minorité du parti – derrière Gaston Defferre, un temps candidat à l'élection présidentielle de 1965, adversaires farouches de l'alliance avec les communistes. Dans ce contexte, Pierre Mauroy n'aurait eu de cesse de pratiquer un jeu de bascule entre majorité et minorité du parti, et de jouer les intermédiaires entre François Mitterrand et l'aile modernisatrice de la SFIO.

Les sources dont nous disposons appellent cependant à amender ce tableau. Les motions qu'il soutint et l'examen des votes lors des congrès socialistes placent en effet – logiquement – Pierre Mauroy dans la ligne majoritaire du parti, derrière Guy Mollet. La fédération du Nord, à laquelle il appartenait, était en effet l'un des bastions de la majorité molletiste, et Pierre Mauroy passait pour

le dauphin du secrétaire général vieillissant. En créant, au sein de la SFIO, le Centre d'études et de promotion (CEDEP), soucieux de recruter des jeunes dans un parti qui avait perdu de son attrait en jouant sur la vogue des clubs, il se posait certes en « jeune » soucieux d'ouverture et de modernisation. Mais il entendait mener cette rénovation à partir de la SFIO et la cantonner à la famille socialiste. À la suite de Guy Mollet et d'Augustin Laurent, il désapprouva la tentative de Gaston Defferre de former une « grande fédération » – ouverte aux centristes – et lui préféra une « petite fédération ». En cela, il rejoignait les vues de François Mitterrand... et de Guy Mollet. En effet, à l'exception de quelques individualités (fussent-elles marquantes, tel Georges Guille), la rénovation était un mot d'ordre partagé par l'ensemble de la SFIO – Guy Mollet compris. Contrairement à ce qu'il sous-entendit *a posteriori*, et aux caricatures qui en étaient faites à l'extérieur de la SFIO, on pouvait être molletiste et rénovateur – dans le discours, du moins. Durant ces années, François Mitterrand trouva d'ailleurs en Guy Mollet plus souvent un allié qu'un adversaire.

Ainsi, entre 1965 et 1968, Pierre Mauroy apparaît bien plutôt comme un fidèle de Guy Mollet que comme un mitterrandiste. En témoigne son action au sein de la FGDS, qui fait de lui un homme particulièrement soucieux des intérêts de la SFIO. C'est en effet au nom du CEDEP que Pierre Mauroy participa à la direction de cette organisation, constituée à l'issue de l'élection présidentielle dans le but de favoriser le rapprochement entre les différentes familles de la gauche non communiste (parti radical, SFIO, CIR), et dont la présidence échut à François Mitterrand. Membre du secrétariat de la FGDS et des différentes délégations de la SFIO chargées de rencontrer la CIR et les clubs, Pierre Mauroy participa loyalement aux efforts visant à construire une fédération dans laquelle les trois familles devaient, à terme, fusionner. Il s'imposa d'ailleurs rapidement comme l'une des chevilles ouvrières de la FGDS, en liaison avec les lieutenants de François Mitterrand, assumant toute une série de tâches logistiques – mais non secondaires. En janvier 1968, alors que le parti radical freinait l'évolution vers la fusion, il se démarqua même lors du congrès de la SFIO de la motion majoritaire – qui préconisait d'attendre le parti radical – et rejoignit la proposition de Gaston Defferre d'une « fusion partielle » avec la CIR, confirmant ainsi son engagement en faveur d'une accélération de la marche des socialistes vers l'unité.

Mais qu'il fût soucieux d'unir la gauche socialiste et de constituer un parti socialiste fort, capable de rivaliser avec les communistes, n'en fait pas pour autant un allié inconditionnel de François Mitterrand ; moins encore de la CIR. La vie de la FGDS n'eut en effet rien d'un long fleuve tranquille tant elle fut rythmée par les rivalités entre les formations qui la constituaient. Comme la majorité des socialistes et des radicaux, Pierre Mauroy était conscient que la CIR incarnait le renouvellement dont la SFIO avait besoin et dont l'image rejaillirait sur l'ensemble de la Fédération. Il convenait donc de la ménager et de lui offrir une représentation au sein de la FGDS ainsi que des

mandats électoraux qui excédaient ses forces militantes réelles. Pour autant, la SFIO constituait la force principale du parti à venir et devait, à ses yeux, le rester. Face aux difficultés qui ne manquèrent pas de se présenter, Pierre Mauroy se fit ainsi le gardien vigilant des intérêts de la SFIO. Il s'opposa notamment au principe des adhésions individuelles à la FGDS, qu'il considérait comme un « piège ». En outre, aux prétentions des Conventionnels sur la composition des organismes dirigeants de la FGDS – de la base au sommet –, il opposa immuablement la règle « un homme, une voix » favorable à la SFIO. Pour Pierre Mauroy – à l'image de son parti, pour une fois unanime –, la SFIO demeurait la force principale de la FGDS et devait en recueillir les fruits.

## **Le divorce : de Mai 68 à Alfortville (1968-1969)**

La suite est connue : entre 1968 et 1969, deux événements eurent raison de cet échafaudage fragile. Les événements de Mai 68, auxquels la FGDS assista impuissante, et la déroute de la gauche aux élections législatives de juin signèrent l'arrêt de mort de la Fédération et la mise au ban de son président. François Mitterrand démissionna, discrédité par sa conférence de presse du 28 mai, à l'occasion de laquelle le président de la FGDS s'était déclaré candidat à l'élection présidentielle après avoir constaté le vide du pouvoir. Dès lors, il siégea parmi les non-inscrits à l'Assemblée nationale. Moins d'un an plus tard, le 28 avril 1969, la démission du général de Gaulle et l'organisation d'une élection présidentielle anticipée officialisèrent la rupture entre la SFIO et la CIR, la seconde refusant de participer au congrès d'Alfortville le 4 mai 1969. La SFIO avait décliné la proposition de la CIR de réunir les différentes familles de gauche pour désigner un candidat unique – à savoir François Mitterrand. Le congrès – qui devait donner naissance à un Nouveau Parti socialiste (NPS) – fut dès lors avancé afin d'investir au plus vite un candidat socialiste, Gaston Defferre, dont la stratégie centriste marquait la rupture avec la ligne d'union de la gauche chère à François Mitterrand. Alors que la CIR tenait son congrès à Saint-Gratien, le congrès d'Alfortville accoucha dans la confusion générale d'un Nouveau Parti socialiste dont François Mitterrand et ses lieutenants eurent beau jeu de dire qu'il n'était qu'une SFIO replâtrée – avec néanmoins la participation de l'Union des clubs pour le renouveau de la gauche (UCRG) d'Alain Savary.

Dans un paradoxe saisissant, la gauche était en miettes au moment où le départ du général de Gaulle lui offrait enfin de nouvelles perspectives. On le sait, les causes de cette rupture, effective dès le second semestre de 1968, furent loin d'être simplement conjoncturelles. Les divergences stratégiques – l'union de la gauche n'était pas partagée par tous les socialistes, tant s'en faut –, les rivalités entre les formations constitutives de la FGDS autour du leadership de la gauche non communiste, la personne même de François Mitterrand, enfin, pesèrent lourd dans une rupture que les événements précipitèrent.

Or, contrairement à ce qu'il affirme dans ses mémoires – faisant porter un peu vite au seul Guy Mollet la responsabilité de la rupture avec François Mitterrand dont il se fait le défenseur –, on ne peut pas dire que Pierre Mauroy ait alors compté parmi les soutiens indéfectibles du président de la CIR. Certes – et c'est notable –, au lendemain des événements de mai-juin 1968, il s'abstint de participer au procès de François Mitterrand. Il refusa de faire du président de la FGDS le bouc émissaire d'une gauche socialiste qui était passée à côté des événements et se déclara hostile à son exclusion de la Fédération – que certains réclamaient. Mais son plaidoyer en faveur de la poursuite des discussions avec la CIR et de l'unité socialiste ne manquait pas d'ambiguïté : « La pire des choses serait de nous isoler », répliqua-t-il à ceux qui souhaitaient la rupture avec François Mitterrand et la fin de la Fédération. « Nous devons aller à la fusion sans trop de délai pour avoir un parti où un homme égale une voix. » C'est donc une nouvelle fois au nom de l'intérêt bien compris de la SFIO qu'il préconisait d'œuvrer coûte que coûte à l'unité des socialistes : François Mitterrand et la CIR étaient indispensables à la construction d'un nouveau parti... dominé par la SFIO ! Pierre Mauroy – avec Gaston Defferre – enjoignait par conséquent ses camarades à la patience.

La sienne fut pourtant bientôt soumise à rude épreuve. À l'autonome 1968, alors que les relations entre la CIR et la SFIO se raidissaient une nouvelle fois, Pierre Mauroy ne manqua pas de sévérité face aux conditions posées par les conventionnels pour former un nouveau parti socialiste. Ceux-ci exigeaient en effet que soient constituées des assemblées départementales à la base, dans lesquelles seuls les présents pourraient désigner les délégués au congrès – ce qui revenait à casser les sections locales SFIO. Ils demandaient que les postes à la direction du NPS soient répartis avant la création de celui-ci – ce qui impliquait de leur donner une place bien supérieure à leur force réelle. Ils posaient enfin comme condition le retrait préalable de Guy Mollet. Aussi, devant le comité directeur de la SFIO, Pierre Mauroy regretta-t-il l'« ambiance détestable » des négociations, qualifiant ses interlocuteurs conventionnels de « véritable mafia qui pensait surtout aux postes qui lui reviendraient », un comportement « absolument inacceptable » à ses yeux. Quelques jours plus tard, au congrès de Puteaux, il rendit ses critiques publiques :

Nous voulons le nouveau parti. Nous le voulons dès demain avec les conventionnels ; avec tous les clubs, avec des hommes nouveaux qui se déclareront socialistes. Non, il n'est pas question pour nous d'embarquer des passagers pour les laisser dans les cales aux responsabilités subalternes. Mais il n'est pas question non plus pour des équipages corsaires d'arraisonner la vieille SFIO, vieille surtout des coups qu'elle a reçus pendant un demi-siècle pour instaurer davantage de liberté, davantage de justice, davantage de progrès.

Gardien de la « vieille maison », jouant sur la corde sensible du patriotisme de parti pour dénoncer l'assaut mené contre la SFIO, Pierre Mauroy ne ménagea pas davantage ses critiques contre

François Mitterrand. Dans une lettre adressée au président de la CIR, avec Claude Fuzier, il s'estima « choqué » par « l'exclusive contre Guy Mollet », dont il prit la défense – ce dernier, il est vrai, venait de lui annoncer qu'il se retirait et lui laissait les clés du parti.

Le congrès d'Alfortville et la question de la candidature socialiste à l'élection présidentielle n'améliorèrent pas les relations de Pierre Mauroy et François Mitterrand. Le premier soutint sans relâche la candidature Defferre – dont sa fédération avait eu l'initiative – qui non seulement faisait barrage à une éventuelle candidature Mitterrand, mais constituait un rejet de la stratégie d'union de la gauche. Il joua en outre un rôle non négligeable, le jour du congrès, dans la rupture avec les conventionnels. Chargé par Guy Mollet de diriger les travaux du congrès d'Alfortville – que les conventionnels boudaient –, il prit en effet l'initiative de deux rencontres avec François Mitterrand et des représentants de la CIR. La sévérité avec laquelle il rendit compte de leur ultime rencontre, au soir du 4 mai, devant un congrès excédé, suggère qu'il était prêt à entériner la rupture avec les conventionnels – tout en leur en imputant la responsabilité.

En refusant de rejoindre le Nouveau Parti socialiste né à Alfortville, la CIR et son président choisirent l'isolement. Pour Pierre Mauroy, le congrès d'Alfortville ne représenta cependant qu'une victoire en trompe-l'œil. Après avoir officialisé sa rupture avec Guy Mollet – qui avait combattu la candidature Defferre –, Pierre Mauroy prit dans les pires conditions la direction provisoire du Nouveau Parti socialiste (NPS), que d'aucuns estimaient mort-né. Et, deux mois plus tard, c'est Alain Savary – soutenu par les molletistes – qui, à l'issue du congrès d'Issy-les-Moulineaux, fut élu premier secrétaire du NPS – par une majorité de deux voix sur Pierre Mauroy. Entre-temps, il est vrai, la SFIO avait essuyé la pire déconfiture de son histoire : son candidat, Gaston Defferre, n'avait recueilli que 5 % des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle, contre 20 % pour le communiste Jacques Duclos. Une défaite qui n'était cependant pas amère pour tous puisqu'elle accréditait la stratégie d'union de la gauche chère à François Mitterrand.

## **Les retrouvailles et le mariage de raison (1969-1971)**

Une nouvelle phase débuta alors, marquée par un rapprochement entre François Mitterrand et Pierre Mauroy qui culmina avec l'alliance et la victoire au congrès d'Épinay de juin 1971. Sans réduire le congrès à des rivalités individuelles, force est de constater que trois des quatre alliés du congrès d'Épinay (Mitterrand et la CIR, Defferre, Mauroy et leurs fédérations) étaient des vaincus de 1968-1969 qui avaient tous une revanche à prendre ; une revanche dont les cibles désignées étaient Guy Mollet et les cadres dirigeants de la SFIO dont certains, à commencer par Claude Fuzier, étaient restés en place après l'accession d'Alain Savary au secrétariat. Pour François Mitterrand et la CIR, extérieurs au NPS, comme pour Pierre Mauroy et Gaston Defferre, dans la minorité du parti,

il s'agissait de prendre le contrôle du Parti socialiste. L'objectif politique, commun, commandait l'alliance : une alliance raisonnée, motivée par le rapport de force et l'intérêt bien compris de chacun des protagonistes. La « rénovation » – capable de faire consensus par-delà les divisions, bien réelles – et « l'unité » en furent les mots d'ordre, étant entendu qu'elles nécessitaient de changer les hommes, autrement dit l'équipe dirigeante du parti.

Gardons-nous certes de la tentation de lire Épinay comme un congrès joué d'avance car longuement préparé dans une atmosphère de conjuration. On le sait cependant, François Mitterrand et Pierre Mauroy nouèrent des contacts nombreux et entamèrent un rapprochement dès l'automne 1969. Le président de la convention, remis en selle presque mécaniquement par la déroute de Defferre, chercha à rompre l'isolement dans lequel son refus de participer au NPS l'avait plongé. Tout en appelant à l'union des socialistes et en laissant ses lieutenants diffuser l'idée selon laquelle Alain Savary n'était que la marionnette de Guy Mollet, il chercha des appuis au sein du NPS et, dans ce but, cultiva ses réseaux. Si Pierre Mauroy ne fut pas le seul socialiste que François Mitterrand courtisa, son pedigree socialiste incontestable, à même de rassurer bien des militants dans les fédérations, lui était précieux. D'autant que Pierre Mauroy changea de stature durant cette période : il s'affirma comme l'homme fort de la fédération du Nord, dont il devint en 1970 premier secrétaire, avant de recevoir d'Augustin Laurent l'écharpe de premier adjoint au maire de Lille.

Au sein du NPS, Pierre Mauroy pouvait certes s'appuyer sur son club, le CEDEP – qu'il relança à cette occasion – pour porter son combat et continuer à se faire entendre. Mais il appartenait désormais à la minorité du parti : pour peser sur ses orientations, il lui fallait contrôler le nouveau parti, ce qui nécessitait de se rapprocher, en interne, de Gaston Defferre et de la fédération des Bouches-du-Rhône, mais aussi de François Mitterrand, désireux, comme lui, de prendre la tête du parti. Il est vrai que, dès le lendemain de l'élection présidentielle de 1969, au congrès d'Issy-les-Moulineaux, Pierre Mauroy – alors dirigeant du NPS – n'avait pas hésité à prôner l'union de la gauche, quitte à donner le tournis à ceux qui l'avaient vu soutenir la candidature Defferre. Soumission réaliste au verdict des urnes au lendemain de l'élection présidentielle ? Manœuvre politique pour tenter de conserver la direction du NPS ? Il ne pouvait ignorer pourtant à cet égard les résistances de certaines fédérations, à commencer par celle du Nord, rompue à l'anticommunisme. Ainsi, on peut penser qu'il se montra d'autant plus zélé dans la bataille pour l'unité socialiste qu'elle présentait l'avantage paradoxal de freiner l'union de la gauche. « Bien des notables influents (et d'abord ceux du Nord) n'aiment guère François Mitterrand, mais leur allergie aux "bolchos" reste plus forte que tout », souligne avec justesse Jean Poperen, résumant ainsi leur raisonnement : « Si la discussion avec Mitterrand est une occasion de retarder la négociation avec le parti communiste, causons avec Mitterrand. »

À observer le déroulement et les scores serrés du congrès d'Épinay en 1971, l'alliance avec François Mitterrand, et plus encore avec le Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste (CERES) de Jean-Pierre Chevènement, ne fut pas si facilement acceptée par les cadres de la fédération du Nord. Il fallut au demeurant le départ opportun d'Augustin Laurent pour que Pierre Mauroy disposât de la totalité des mandats. C'est une coalition hétéroclite constituée des bastions des Bouches-du-Rhône et du Nord – qui s'étaient rapprochés au gré des congrès –, de la CIR et du CERES qui l'emporta. Pierre Mauroy avait contribué de manière décisive à la victoire de François Mitterrand.

Restait la question de l'organigramme du parti d'Épinay. Pierre Mauroy – il ne s'en cache pas dans ses mémoires – espérait obtenir par cette victoire la direction du parti, comblant ainsi une ambition qui était la sienne depuis plusieurs années. Il en fut finalement le numéro deux, derrière François Mitterrand. L'histoire est connue : Augustin Laurent aurait imposé à Pierre Mauroy de choisir entre la direction du PS et la mairie de Lille. La réalité semble plus complexe et impose de sonder les intentions de François Mitterrand. La seule certitude à cet égard est sa volonté d'établir son leadership sur un parti construit pour servir ses ambitions présidentielles – ce qui ne signifiait pas nécessairement en assumer la direction. François Mitterrand n'a-t-il pas trouvé en Pierre Mauroy l'homme de confiance capable de le servir sans rivaliser avec lui ? A-t-il laissé ce dernier convoiter le poste de premier secrétaire en sachant très bien qu'il se le réservait ? Les questions restent entières, mais la dernière hypothèse ne saurait être tout à fait exclue.

L'examen des relations entre François Mitterrand et Pierre Mauroy dans les années qui séparent l'élection présidentielle de 1965 du congrès d'Épinay amène à réviser l'image d'un ralliement précoce et inconditionnel du socialiste du Nord à celui qui était alors président de la CIR. Quelle que fût l'estime que les deux hommes se portèrent, Pierre Mauroy ne compta pas parmi les fidèles de François Mitterrand dès 1965. Tout en partageant avec lui la volonté de rénover et d'unifier la gauche socialiste, il n'eut de cesse de se faire le défenseur intransigeant des intérêts de la SFIO. Leurs relations – au plan politique – durant ces six années évoluèrent par conséquent de manière chaotique, au gré des rapports de force entre les formations alliées mais rivales auxquelles ils appartenaient, mais aussi des circonstances politiques et de leurs ambitions et intérêts personnels. Ainsi, ce n'est qu'à partir de 1969, au lendemain de la bérézina socialiste à l'élection présidentielle, et alors que les deux hommes avaient échoué à contrôler le Nouveau Parti socialiste, qu'ils entamèrent un rapprochement politique concrétisé deux ans plus tard par leur alliance au congrès d'Épinay. Une alliance de raison, née de la convergence de leur ambition (unifier la gauche pour lui permettre d'accéder au pouvoir) et de leur objectif (contrôler le Parti socialiste). Avant de changer la vie, il était en somme nécessaire de renverser la majorité du Parti socialiste. Avec la victoire d'Épinay, c'est une autre histoire qui débute, celle de la conquête du pouvoir. Pour les deux alliés de 1971, qui président aux destinées du Parti socialiste, la route est longue... et sinueuse.